

RAPPORT D'ACTIVITE

Juillet 2011-Juillet 2012

Introduction

La RDC a été classée dernière au monde pour l'indice de développement humain par le PNUD, ce triste record justifie à lui seul notre engagement et explique à quel point la tâche est un impératif moral absolu.

La présence d'enfants en grand nombre dans la rue de Kinshasa est un pur effet de cette situation humaine désastreuse;

Karibu, ONG internationale, qui se réfère à l'engagement et aux valeurs de l'abbé Pierre, s'est engagée en faveur de l'aide à l'insertion des migrants en France, dans la réinsertion des enfants des rues à Kinshasa et dans des activités de plaidoyer. Kinshasa est au cœur de ses priorités.

Le contexte de notre intervention

Les enfants:

A la fin de l'année 2010, on enregistre entre 22 000 et 34 000 enfants dans les rues, de Kinshasa avec une progression de l'ordre de 3500 annuelle.

De nombreux acteurs tant nationaux qu'étrangers sont à pied d'œuvre pour enrayer ce phénomène, mais force est de constater qu'il n'est pas complètement sous contrôle. Le programme de la Banque mondiale de 6 millions de dollars sur 5 ans devrait apporter un puissant stimulant aux actions existantes. Un tiers des enfants à la rue ont moins de 10 ans, On trouve des nouveaux nés de mères âgées de 12 ans

Les centres:

Karibu est membre de REEJER, plate-forme de 165 organisations socio-éducatives œuvrant pour la protection et la réinsertion des enfants et jeunes de la rue en difficulté. Nous recevons les listes d'enfants réunifiés des centres d'hébergement, 30 d'entre eux sur Kinshasa font du regroupement familial

Les sites d'intervention retenus:

Nous avons fait le choix d'intervenir dans les quartiers les plus pauvres de la ville province d'où sont issus 30 à 40% des enfants des rues:

La commune de KINBANSEKE Nous intervenons dans quatre quartiers de cette commune (MIKONDO, PASCAL, MOKALI et KINGASANI),

La scolarité des enfants dans ce site dépend de l'appui de Karibu. Notre intervention a permis à chaque famille d'offrir un repas équilibré par jour. L'activité économique des bénéficiaires est encore viable et nous avons multiplié l'accompagnement psychosocial qui est la méthode la plus appropriée.

La commune de MASINA, nous sommes dans 3 quartiers: Q6, sans fil et Petro-Congo. MASINA bénéficie d'une forte solidarité entre habitants. Les gens vivent comme s'ils étaient membres d'une même famille. La promiscuité est générale ainsi que la sous-alimentation. L'électricité existe partiellement pour les catégories les plus aisées. Notre intervention a permis aux familles d'assurer au moins un repas équilibré par jour et les premiers soins de santé.

La commune de NDJILI, nous intervenons dans 4 des 13 quartiers où habitent nos 6

familles bénéficiaires et 9 enfants réunifiés. Nous sommes dans cette commune depuis 2005. La population de NDJILI fait partie des classes moyennes de Kinshasa en raison de l'appui donné par un fort courant migratoire à l'étranger. Les jeunes vivent l'immigration comme un eldorado. Les enfants sont livrés à l'oisiveté, dans le cas plus cruel, les enfants sont accusés de sorcellerie.

Dans ce site, l'évolution de l'activité est bonne et le remboursement évolue normalement. Les familles font preuve d'autonomie.

L'organisation de la réponse globale du réseau des acteurs autour de quatre étapes successives:

- La prévention par la sensibilisation des familles, des églises, des élus et responsable institutionnel, rôle dévolu à REEJER avec l'appui de la loi portant protection de l'enfant du 10 Janvier 2009 et de la convention internationale des droits de l'enfant, qui a été ratifiée par la république démocratique du Congo.
- La prise en charge en milieu ouvert qui permet d'apporter aux enfants des rues un appui sanitaire, alimentaire, vestimentaire, réalisée par quelques ONG sur financements internationaux. Cette action touche 7000 enfants.
- Le travail en milieu fermé ou semi-fermé, offrant l'hébergement, l'alimentation, voire la scolarisation des enfants mineurs dont un millier d'orphelins. Cette action concernerait 3 à 4000 enfants.
- La réunification familiale après le passage en établissement où les enfants sont désocialisés, effort dû essentiellement aux établissements qui renvoient leurs protégés dans leur famille, conformément aux recommandations d'un rapport d'évaluation de l'UNICEF en 2002. C'est à ce niveau que KARIBU intervient.

Les causes du départ des enfants à la rue

Pas d'action possible sans une analyse rigoureuse des causes du phénomène.

L'on retiendra ici 2 types de causes principales:

- La misère des familles qui les maintient en situation de mal nutrition sévère et incite les enfants à fuir à la recherche de nourriture.
- L'affaiblissement de la structure familiale du fait des migrations internes, du niveau élevé de décès.

Nous constatons que 40% des enfants qui sont proposés à notre accompagnement sont orphelins et que la structure familiales subsistante ne vient pas spontanément prendre soin des enfants.

Nous ne retenons pas comme vraie cause du départ des enfants, les croyances en sorcelleries parce qu'elles prennent généralement racine dans le rejet familial, les jalousies et la misère, un vol et sont amplifiés par la force de l'imaginaire de la population kinoise.

Nous savons que si environ 250 enfants sont ramenés chaque mois des centres vers leurs familles biologiques ou élargies, un grand nombre de ces enfants, faute de soutien, rechutent à la rue. Le taux d'échec est de 70% pour les enfants en conflit avec la loi. Tout le bénéfice d'un travail difficile, long et coûteux, pourtant essentiel, est perdu. Karibu travaille sur ce segment de l'intervention. Il apparaît qu'une spécialisation sur un segment de l'intervention permet une meilleure efficacité.

L'historique de notre intervention

Une longue histoire initiée en 2002 est à l'origine de l'engagement de Karibu Kinshasa en faveur des enfants des rues. En 2004, date du début des prises en charge, 14 familles ont d'abord été accompagnées.

Une petite équipe, pratiquement bénévole, a pris en charge annuellement 24 enfants, avec un budget de quelques milliers de dollars, issus de dons de particuliers français. Une audit externe de Karibu France en 2006 a constatée de nombreuses irrégularités en gestion et a conduit à la démission du principal responsable de l'époque de Karibu Kinshasa.

En 2008 et 2009, l'association a reçu un soutien de deux fois 24 000 euros de l'ambassade de France dans le cadre du fonds sociale de développement (FSD) en partenariat avec le ministère congolais des affaires sociales. Ce financement a permis un véritable développement de nos activités avec la prise en charge de 137 enfants réunifiés + 40 orphelins. L'équipe des salariés est passée de deux à cinq emploi temps plein.

Les fonds reçus de l'ambassade ont été versés sur un compte joint «GTZ-CECIPME COPEMECO» à la Stanbic-Bank. En octobre 2008, la GTZ, a retiré son soutien à l'ensemble des acteurs qu'elle avait contribué à mettre en scelle deux ans avant terme de son engagement, sur la base du constat de détournements massifs, d'une gestion chaotique, comportant des conflits d'intérêts et de l'absence de véritable contrôle. La créance de Karibu sur le compte de la GTZ, devenue GIZ se porte à 18 000 dollars, et n'ont pas été remboursés à ce jour, malgré l'existence d'états justificatifs.

En 2010 et 2011, l'association, à nouveau sans financement institutionnel, a poursuivi son travail avec les fonds des donateurs français à hauteur de 20 000 euros a permis de prendre en charge 60 enfants annuels avec 5 salariés à temps partiel.

Le bilan global de notre intervention:

Sur l'ensemble de notre engagement, nous avons appuyé 259 familles et 331 enfants. Ces derniers ont été ramenés de façon durable dans leurs familles, le taux de rechute à la rue a été de 4% en 2011-2012. Le taux de réussite des enfants scolarisés a été de 69%, supérieur de 10 points à la moyenne nationale. Le taux de remboursement des crédits est passé de 60% en 2009 à 80,2% en 2011.

Le cycle 2011-2012 de notre intervention

Programme 2011

En 2011 nous avons poursuivi l'accompagnement de 40 familles et 56 enfants. Nous avons enregistré 2 cas d'abandon à KINSENSO et KIMBANSEKE. Nous avons accordé un microcrédit de **80 \$** remboursable en 6 mois. (24 plus 1 semaine de franchise) avec un taux d'intérêt de 6 % très inférieur à l'inflation, la garantie du prêt est assurée par l'entourage familiale, le remboursement hebdomadaire et de **2.31\$**.

La sélection des familles bénéficiaire s'est faite à partir d'une liste de 280 familles remise par les établissements. Un premier tri a permis de sélectionner 100 familles. Après enquête de terrain, 55 familles ont été retenues, 43 familles n'ont pas pu être contactées et 2 familles ont parues autonomes.

Un réexamen des projets des mamans a été fait au siège et sur le terrain avec le référent et la maman. La validation a eu lieu par notre superviseur sur le terrain. Une fois ces validations faites les mamans ont pu bénéficier des actions de formation jusqu'au financement.

Nous avons dû, pour des raisons budgétaires, renoncer à financer le dernier trimestre scolaire 2011. Certaines familles se sont retrouvées totalement dé-scolarisées, d'autres

ont dû diminuer leur stock de marchandise de façon importante, compromettant l'alimentation de la famille.

Programme 2012

Actuellement le budget financé par la structure mère Karibu France est de 29. 337 \$ dont 3200 \$ sont issus des remboursements des crédits des mamans.

Il a été décidé en 2012 d'accompagner 50 familles et 56 enfants. Nous avons appuyé d'abord 19 mamans et 26 enfants ont été accompagné de façon durable avec l'appui de centres partenaires OSEPER, AMEMA, AED, VTA, ORPER, SHF. Toutes ces familles ont reçu un crédit de 80\$, un kit alimentaire de 10\$ fin Juin, et ont suivi plus ou moins 10 séances de sensibilisation sur les activités génératrice de revenu (AGR).

En Juillet 2012, nous avons reçu l'appui très fructueux de REEJER, sous forme d'entretiens hebdomadaires, destiné à renforcer le partenariat avec les centres et le savoir-faire des travailleurs sociaux.

Nous avons reçu en Août les dernières listes manquantes des centres ORPER, AMEMA, SHF, et venons, en septembre, de terminer les enquêtes exploratoires préalables. Nous comptons poursuivre les formations, sensibilisations et distribuer les prêts début octobre.

Notre engagement global aura donc été en 2012 de **50 familles**, réparties en

- 50 familles nouvelles de deux vagues: 19 crédits accordés en juin, 31 crédits en Octobre.
- 10 familles anciennes pour le suivi de leur remboursement tardif.

Nous nous sommes séparés de 30 familles afin de nous permettre de déployer notre action vers de nouvelles familles.

Le comportement délictueux et malhonnête de l'ancien coordonnateur, qui a fui en Afrique du sud après avoir vidé notre compte bancaire, a retardé la recherche des nouvelles familles. Au mois de Mars, il a été remplacé par Maître Georges, avocat au barreau de Kinshasa, nouveau coordonnateur.

Depuis 2010 le temps de travail des salariés a été réduit de 40%, pour tenir compte de la limite de nos moyens. Nous avons pris cette option afin de pouvoir déployer immédiatement nos activités en cas de financement institutionnel. Nous avons engagé un 3^{ème} travail social en juin 2012 qui a renforcé l'équipe des deux déjà en poste.

La performance de nos interventions

Les enfants qui reviennent dans leurs familles après avoir vécu dans la rue, puis dans des centres fermés, sont remis dans un contexte à haut risque de rechute, l'appui aux familles est donc décisif.

Nous estimons que notre réussite relève de 2 types d'explications:

- Une approche globale retenue pour répondre au caractère systémique de la pauvreté.
A quoi sert de réussir son commerce si la belle-famille vient à chasser les enfants en raison des clauses défallantes du contrat de mariage?
A quoi sert si les accidents de santé, très fréquents, contraignent à vendre le commerce pour sauver la vie d'un enfant, il faut donc s'attaquer à l'ensemble des causes juridiques, sanitaires et sociales.
- Un effort permanent de révision des pratiques, d'innovation et de rigueur dans le travail grâce aux actions de sensibilisation, de supervision et d'audit. Chaque

segment de notre intervention fait l'objet d'une révision périodique: diagnostic, sélection des familles, échange de savoir –faire, contenu des formations.

Le choix de cibler notre action auprès des familles et des quartiers les plus misérables;

Nous avons orienté nos efforts sur le district de TSHANGU où se concentre la misère la plus forte de la ville-province de Kinshasa. La population de ce district est issue du monde rural, la promiscuité est générale, l'agressivité est élevée. Le taux des enfants de la rue est le plus élevé de la ville, les gens vivent en général de la débrouille qui s'étale du père à la mère et aux enfants, jusque même aux plus petits de 6 ans qui travaillent pour ramener à manger à la famille, le père se livre à l'alcool et au toxique, l'argent ramené par les enfants est parfois ravi aux fins irresponsables. Un travail de précision a été mené avec l'appui pour la sélection des familles. Le plus misérable remboursé très mal malgré un suivi rapproché.

Nous avons également ouvert notre action aux familles les plus misérables à hauteur maximum de 30% de notre action: familles nombreuses, désorganisées, sans ressources stables et souvent en habitat insalubre, parce que le risque de départ des enfants y est particulièrement élevé.

La dimension juridique et financière de notre action

Notre modèle de développement repose sur la présence en notre sein d'un bon niveau d'expertise sur les plans juridique et financier. Ces questions sont en effet cruciales. Les familles comme nous-mêmes sommes victimes de violations quotidiennes des droits fondamentaux qui menacent notre survie et doivent être traitées vigoureusement. La présence d'un avocat parmi nous est un atout en raison de la largeur de leurs prérogatives dans la vie civile, devant la police ou devant les tiers.

Le contrôle de nos activités financières est également au centre de nos priorités en raison des menaces permanentes que la situation de misère généralisée fait peser sur la bonne allocation des ressources, le respect des normes, la loyauté des comportements. Dans les faits de nombreux accidents ont pu trouver une réponse appropriée: l'assassin de Xavier MBALANDA, fils d'une famille appuyée a pu être condamné en justice, le cas de ce bandit assassin du nom de MOSENGO, qui a défrayé la chronique de Kinshasa, nous a valu une certaine notoriété, des bailleurs indécents ou des belles familles abusives ont pu être ramenées à la sagesse, la coopérative SVD, gestionnaire de notre compte bancaire nous a restitué les sommes détournées, la comptable indécente a fait quatre mois de prison et nous disposons d'une créance sur une propriété familiale, les trois débiteurs actuels sont suivis avec régularité.

Nous avons reçu l'appui de Maître Mizou Bilongo, diplômée des écoles d'avocats de Paris (CAPA) et de Californie -USA (LLM)

La sécurisation de notre travail

Le contexte de Kinshasa est à haut risque, nous avons subi des vols importants à répétition, deux de nos administrateurs ont connu des événements incroyables de tentative d'escroquerie ou d'assassinat heureusement inaboutis

Après bien des épreuves, nous pouvons dire que nous avons atteint un seuil de sécurité raisonnable. Cette sécurité repose sur une série de dispositions essentielles:

Sur un plan humain, le renfort du travail d'adhésion de tous aux objectifs, à la vision, aux valeurs de la structure.

Sur le plan des méthodes: la sélection rigoureuse des recrutements, la définition poussée des procédures de travail et le contrôle de leur respect effectif.

Enfin l'appui de deux avocats l'un barreau de Kinshasa l'autre issu des écoles CAPA de

Paris et LLM de Californie

1. Les formations, sensibilisations et/ou échanges d'expériences des mamans

Nous nous sommes focalisés, en début d'année, sur l'acquisition des compétences commerciale, nécessaire à la réussite des activités de nos familles bénéficiaires: savoir gérer son budget, acquérir des bases de marketing, de compréhension des outils de micro finance, de coopération des acteurs. Une étude du marché conduite par notre contrôleur de gestion, nous a permis de positionner les familles sur des segments plus élaborés du marché local.

Les formations ont été assurées par l'équipe qui elle-même à bénéficier soit de la formation académique soit de renforcement de capacité.

Nous devons aussi rendre crédible notre démarche en faisant appel à des témoins, des exemples de réussite, montrer le sens existentiel de notre démarche. Plus tard nous allons revisiter tous les enjeux vitaux de la survie, l'hygiène, la prévention, l'équilibre alimentaire, mais aussi le droit de la femme et de l'enfant, les principes citoyens,

Les objectifs des travailleurs sociaux:

Les travailleurs sociaux (TS) font un travail difficile qui implique de marcher des heures dans le sable à la rencontre hebdomadaire des familles, la phase d'identification des familles à partir des listes remises par les centres est lourde, les TS peuvent se faire agresser par les familles ou constater la disparition d'un parent.

Ils assurent un suivi global, économique, des remboursements, sanitaire, scolaire, ils ont une mission de veille qui permet de tirer la sonnette d'alarme et de signaler une mal nutrition, un traumatisme, une malveillance, des besoins de formation. Ils stimulent la responsabilité et l'autonomie, Ils vérifient la bonne destination du micro crédit qui doit rester affecté au commerce, ils vérifient la compréhension des formations, la compréhension du projet économique, ils ont une mission de sensibilisation à l'hygiène et la consommation d'eau potable, à l'importance des études de leur enfants, aux droits et devoirs des enfants. Ils contactent les autorités et les écoles, suivent les enfants,

Avec l'attribution du micro crédit, ils accordent un kit alimentaire de 10 \$ à chaque bénéficiaire afin d'éviter que les enfants affamés ne détruisent une partie du stock de marchandise.

Comment se fait la sélection des familles bénéficiaires?

Cette première étape exige un soin tout particulier, nous avons les critères de sélections suivantes:

La présence ressentie de l'enfant réuni dans sa famille, un âge entre 8 et 16 ans

L'absence de repas équilibré journalier, la promiscuité élevée, la misère matérielle

La localisation de la famille dans notre territoire d'intervention

L'acceptation par la famille de notre appui et du contrat de partenariat

Le financement de nos actions

Karibu France a pu, au cours des années, constituer un réseau de donateurs fidèles régulièrement tenus informés des activités. Parmi eux quatre donateurs principaux: la communauté Emmaüs d'Alençon, le journal des sans voix de Besançon, le CASH Solidarité dans les Hauts de Seine, la fondation JMA, complétés par une centaine de donateurs individuels

En 2008 et 2009, nous avons été financés par l'ambassade de France sur le fonds de solidarité développement.